

Il invite les membres de l'assemblée à bien vouloir se prononcer sur ce projet.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2311-1, L 2312-1 et L 2321-2 et, L 2322-11 ;

VU la délibération n° 2012-02/RM du 1^{er} février 2012 adoptant le budget Primitif 2012 ;

VU la délibération n° 2012-25/RM du 13 juin 2012 adoptant le budget supplémentaire 2012 ;

VU la délibération n° 2012-55/RM du 18 juillet 2012 adoptant la Décision Modificative n° 1 du budget principal, exercice 2012 ;

VU la délibération n° 2012-85/RM du 14 novembre 2012 adoptant la Décision Modificative n° 2 du budget principal, exercice 2012 ;

VU l'exécution budgétaire 2012, tant en recettes qu'en dépenses ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder à des ajustements de crédits budgétaires ;

VU l'avis de la commission des finances en date du 15 janvier 2013 ;

Le Maire propose le projet de Décision Modificative n° 3 du budget principal de l'exercice 2012.

LE CONSEIL MUNICIPAL

OUI les explications du Maire et sur sa proposition ;

APRES avoir délibéré ;

DECIDE :

D'APPROUVER le projet de Décision Modificative n° 3 du budget principal, exercice 2012, tel que présentée.

VOTE : Pour = 21 Contre = 00 Abstention = 06

5°/ Projet de tarification activités vacances sportives

Le cinquième point de l'ordre du jour amène Monsieur le Maire à rappeler aux membres de l'assemblée que dans le cadre de la politique sportive communale, des activités sportives et culturelles sont organisées, chaque année durant les périodes de vacances scolaires, en faveur des jeunes âgés de 6 à 17 ans.

Les actions proposées à chaque période de vacances ont pour but d'éviter l'exclusion des jeunes essentiellement et permettre l'égal accès à tous, aux diverses activités mises en place.

L'objectif étant de prévenir la délinquance, d'occuper le temps libre des jeunes sans activités et/ou en difficulté et surtout, de mettre en avant l'éducation à la citoyenneté au travers d'activités physiques, de loisirs, de bien-être et de détente, tout en privilégiant l'épanouissement des uns et des autres.

Outre la prévention et l'éducation, l'intérêt de ces actions a aussi pour objet de favoriser les échanges intergénérationnels par le sport et la culture en permettant aux pratiquants de s'exprimer et de se mouvoir.

Les activités proposées sont en partie encadrées par le Pôle animation du Service des sports et se déroulent principalement sur les différentes installations sportives communales. Des sorties de découverte sont également proposées dans le but d'allier les savoirs sportifs et culturels.

En guise de participation et d'implication active des administrés dans ce projet de vacances sportives, je propose que soit instaurée une participation financière à hauteur de :

- **8 euros**/jour pour un enfant
- **6 euros**/jour pour le 2^{ème} enfant d'une même famille
- **4 euros**/jour à partir du 3^{ème} enfant d'une même famille

Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux que lors de sa réunion du mercredi 09 janvier 2013, la Commission communale des sports a émis un avis favorable sur cette tarification.

Il demande aux membres de l'assemblée de bien vouloir se prononcer sur cette proposition tarifaire.

Monsieur Alex HO-BING-HUANG sollicitant la parole et l'obtenant, souligne que dans le rapport présenté, il est mentionné que l'objectif des activités vacances sportives est : « la prévention de la délinquance, l'occupation du temps libre des jeunes sans activités et/ou en difficulté, de mettre en avant l'éducation à la citoyenneté au travers d'activités physiques, de loisirs, de bien-être et de détente », aussi, pour comprendre, il souhaiterait savoir sur quelle base et quel principe de calcul les tarifs ont été appliqués.

Monsieur le Maire invite **Monsieur Michel SAINT-CYR**, délégué aux affaires sportives, à apporter les éléments de réponse. Ce dernier répond que chaque année, ces tarifications sont basées sur des données de principe, par rapport à ce qui se fait dans les autres communes qui pratiquent le même type d'activité. Il précise que la commune a appliqué des tarifs en deçà de ceux appliqués ailleurs. Ces activités rencontrent beaucoup de succès, au point que la collectivité est obligée de refuser des inscriptions afin de respecter la capacité d'accueil de certains sites et le respect du nombre d'encadrants nécessaires par groupe d'enfants.

Reprenant la parole, **Monsieur Alex HO-BING-HUANG** dit que pour lui, les autres communes ne sont pas des références, ces activités doivent être accessibles à toutes les classes sociales. Il précise qu'il n'est pas contre cette tarification, il votera « pour », à condition de rajouter un article stipulant que pour les familles qui ne sont pas imposables, d'obtenir la gratuité des activités, en demandant aux parents de fournir un avis de non imposition.

Monsieur le Maire prend note de sa remarque, en lui faisant observer qu'il paraît très difficile de demander un avis de non-imposition aux parents pour ce type d'activité. Il lui rappelle que lors de la commission des finances il avait été soulevé le fait que les enfants défavorisés ne s'inscrivaient pas pour autant aux activités même en étant gratuites. Il souligne que les parents doivent aussi faire preuve de responsabilité citoyenne, en emmenant leurs enfants de façon assidue aux activités proposées par la collectivité, qu'elles soient gratuites ou payantes.

Madame Mylène MAZIA qui a sollicité la parole et l'a obtenu, souligne qu'en sa qualité d'adjointe déléguée au contrat de ville, elle peut informer l'assemblée que dans le cadre du droit commun, il existe des financements spécifiques pour les parents qui n'ont pas les moyens de financer certaines activités pour leurs enfants, et qui peuvent bénéficier de ces aides.

VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée, portant droit et liberté des Communes, des Départements et des Régions ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2121-29 ;

VU l'avis de la Commission Communale des Sports ;

VU l'avis de la Commission des finances en date du 15 janvier 2013 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

OUI les explications du Maire et sur sa proposition ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE :

D'APPROUVER la mise en place d'activités en faveur des jeunes de la commune durant les périodes de vacances.

D'INSTAURER une tarification comme suit :

- **8 euros**/jour pour un enfant
- **6 euros**/jour pour le 2^{ème} enfant d'une même famille
- **4 euros**/jour à partir du 3^{ème} enfant d'une même famille

VOTE : Pour = 25

Contre = 00

Abstention = 02

6°/ Engagement d'une procédure de modification simplifiée du POS

Abordant le sixième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée que la commune de Rémire-Montjoly est actuellement engagée dans un processus de révision générale du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Lors de la dernière séance de Conseil Municipal, les membres de l'assemblée ont pu débattre du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui constituera le cœur du PLU. Monsieur le précise une nouvelle fois que le nouveau document d'urbanisme devrait être arrêté dans les prochains mois.

Les travaux avancent donc rapidement. Toutefois et afin d'assurer, sans plus attendre, la faisabilité d'opérations structurantes prévues sur le territoire communal, il y a lieu d'initier une procédure de modification simplifiée de notre POS actuel.

Celle-ci est notamment codifiée aux Articles L. 123-13 à L. 213-20 du Code de l'Urbanisme.

Elle est issue de la Loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés et de son décret d'application n° 2009-722 du 18 juin 2009.

En application de l'Article R 123-20-1 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification simplifiée prévue au septième alinéa de l'article L 123-13 peut notamment être utilisée pour rectifier une erreur matérielle ainsi que pour supprimer un ou plusieurs emplacements réservés ou réduire leur emprise.

Le lancement de cette procédure allégée est notamment motivé par la nécessité d'affirmer, sur notre document de planification actuel, quelques décisions récentes de la présente assemblée délibérante.

Il s'agit, entre autres, de supprimer l'emplacement réservé n° 22 tel que cela a été acté par délibération du 18 juillet 2012, avant son déplacement dans le cadre du PLU, ou bien encore de préciser les dispositions applicables à la zone IINAA inhérente au secteur du Mahury.

Monsieur le Maire propose que la collectivité envisage également la suppression ou la réduction d'autres emplacements réservés, en cohérence avec les conclusions d'études techniques réalisées depuis la dernière modification du POS ou en raison de l'exécution des opérations afférentes.

Bien entendu, de nouveaux emplacements réservés seront inscrits dans le PLU en cours d'élaboration afin de prendre en compte des projets d'équipements récents ou de poursuivre la politique de maillage viaire de notre territoire. Monsieur le Maire rappelle et comme précédemment évoqué, qu'une telle création d'emplacements réservés, a contrario de la suppression ou de la réduction de réserves existantes, ne peut être engagée par une modification simplifiée.

S'agissant de cette procédure de modification simplifiée, celle-ci est soumise à l'ouverture d'une consultation préalable avec la mise à disposition, à la population, du dossier concerné. Les habitants pourront consigner leurs observations dans un registre tenu à cet effet.

Monsieur le Maire précise que le dossier sera composé d'un support technique présentant clairement les modifications envisagées, du cahier de concertation précédemment évoqué, de la présente délibération ainsi que d'une copie des insertions d'avis au public effectuées par voie de presse.

Les modalités de concertation seront prochainement et précisément définies par arrêté du Maire, conformément aux textes en vigueur.

Il indique que le conseil municipal sera amené à l'issue de cette consultation du public, à se prononcer sur l'adoption ou non de la modification simplifiée aujourd'hui envisagée sur son seul principe.

Monsieur le Maire invite les membres de l'assemblée à bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

Monsieur Alex HO-BING-HUANG sollicitant la parole et l'obtenant, demande compte tenu de l'importance du POS, s'il serait possible d'être précis sur la fin de la modification.

Monsieur le Maire répond que le calendrier précise qu'avant la fin du premier trimestre 2013, la modification du POS sera terminée.

Monsieur **Claude PLENET** demandant la parole et l'obtenant, fait remarquer qu'il est fait état de supprimer l'emprise réservée n° 22, il souhaite connaître la raison qui justifie cette suppression et qu'elle sera la destination de cette emprise.

Invité à répondre, le **Directeur des Services Techniques** souligne que le conseil municipal s'est déjà prononcé sur cette suppression, lors de la délibération qui avait été proposée dans le cadre de la rétrocession des voies de l'opération KREOLA PARK.

Il précise que cette liaison entre l'avenue Augustin SAINT-CYR et la route des Plages est prévu dans le POS, et que pour des raisons de commodité et d'aménagement foncier, elle avait été proposée en limite d'emprise du parcellaire afin de pénaliser le moins possible le propriétaire.

Dans ce cadre dit-il, il est serait dommage de bénéficier de la rétrocession des voies aménagées du lotissement, et conserver par ailleurs cette emprise réservée pour le même aménagement.

Reprenant la parole, le **conseiller Claude PLENET** voudrait savoir si cette liaison permet de désenclaver le lotissement KREOLA PARK.

Le **DST** lui précise que cette liaison ne permet pas le désenclavement du lotissement mais de l'avenue Augustin Saint-Cyr qui est une impasse.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'une délibération de principe, le conseil municipal sera amené à se prononcer de nouveau sur cette affaire.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses Articles L. 123-13 à L.123-20 ainsi que les Articles R. 123-20 et suivants ;

VU la Loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics ou privés ainsi que son décret d'application ;

VU le Plan d'Occupation des Sols en vigueur sur le territoire communal de Rémire-Montjoly depuis sa dernière modification ;

VU les délibérations municipales du 14 août 2002, du 27 janvier 2003, du 04 novembre 2009, du 23 juin 2010 et du 10 novembre 2010 relatives à la procédure de révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme ;

VU les différentes délibérations inhérentes au principe d'abandon de l'emplacement réservé n° 22, s'agissant notamment de la décision du 18 juillet 2012 ;

VU les différentes délibérations et études inhérentes à la structuration et à l'aménagement du secteur du Mahury ;

VU le diagnostic territorial réalisé ainsi que le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) débattu en séance de Conseil Municipal le 17 octobre 2012 dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

RELEVANT l'état d'avancement de la procédure de révision générale du Plan d'Occupation des Sols de Rémire-Montjoly valant élaboration d'un Plan local d'Urbanisme ;

APPREHENDANT les dispositifs législatifs et réglementaires autorisant la Commune de Rémire-Montjoly à engager une procédure de modification simplifiée afin de mettre à jour ou de corriger, dans des délais compatibles avec les perspectives de faisabilité de quelques programmes, certaines dispositions des règlements écrits et graphiques de son Plan d'Occupation des Sols ;

JUSTIFIANT ainsi l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du Plan d'Occupation des Sols par l'intérêt de ne pas retarder l'exécution d'opérations structurantes tout en profitant de ce dispositif pour, notamment, actualiser ou préciser l'emprise de certains emplacements réservés ;

CONSIDERANT les caractéristiques de cette procédure de modification simplifiée marquée notamment par une consultation préalable du public avant une saisine du Conseil Municipal ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

OUÏ l'exposé du Maire ;

APRES en avoir délibéré ;

DECIDE :

Article 1 :

D'APPROUVER le lancement d'une procédure de modification simplifiée du Plan d'Occupation des Sols (POS) en vue, notamment, d'apporter quelques précisions au règlement écrit du document d'urbanisme communal ainsi que d'actualiser la liste ou l'emprise de certains emplacements réservés.

Article 2 :

DE PRECISER que le dossier de modification simplifiée qui sera constitué ainsi qu'un registre de consultation du public seront déposés à l'accueil du Service Urbanisme de l'Hôtel de Ville pendant une durée minimale d'un mois, selon des modalités qui seront prochainement déterminées par un arrêté pris par Monsieur le Maire.

Article 3 :

D'INDIQUER qu'à l'issue du délai de mise à disposition, le registre sera clos et signé par Monsieur le Maire, conformément aux textes applicables.

Article 4 :

DE FAIRE SAVOIR qu'un avis au public informant de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée sera publié, au moins 8 jours avant le début de la consultation, par voie de presse et affiché aux lieux accoutumés de l'Hôtel de Ville. Une copie de cet avis publié dans la presse sera annexée au dossier de consultation.

Article 5 :

DE RAPPELER qu'à l'issue de cette mise à disposition le projet de modification simplifiée sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Article 6 :

DE DIRE que la présente délibération, outre son affichage, sera notamment notifiée à :

- Monsieur le Préfet de la Guyane ;
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral ;
- Monsieur le Président du Département de la Guyane ;
- Monsieur le Président de la Région Guyane ;
- Monsieur le Président de la CCIG ;
- Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Guyane ;
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture.

Article 7 :

DE PRECISER que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions prescrites par l'Article R.421-1 du Code de Justice Administrative à compter de son affichage en Mairie.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'Article R.421-2 du Code de Justice Administrative.

VOTE : Pour = 24

Contre = 00

Abstention = 03

7°/ Érosion marine exceptionnelle – demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Poursuivant avec le septième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire porte la connaissance des membres de l'assemblée que la gravité des événements qui ont concerné dans une ampleur exceptionnelle et imprévisible le littoral guyanais et plus particulièrement celui de la Commune de Rémire-Montjoly dans la nuit du 14 Janvier 2013 entre 17 h et 21 h, ainsi que les importants dommages qui en résultent, subis notamment par les riverains de la plage du Rorota, et de Montjoly-Montravel, l'obligent à solliciter les conseillers municipaux dans l'urgence pour initier une procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, seul moyen légal qui, dans le cas d'une décision favorable, permettrait aux sinistrés de ces désordres, de pouvoir bénéficier d'une indemnisation par leur assureurs dans les conditions prévues par la loi.

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée que :

« sont considérés comme des effets de catastrophes naturelles, les dommages matériels directs ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur provenance ou n'ont pu être prises ».

Pour ouvrir droit à indemnisation ce caractère doit avoir été reconnu par un arrêté interministériel publié au Journal Officiel.

Les informations données par les services de Météo France, revues à la hausse devant l'ampleur des données mesurables par les houlographes des cotes guyanaises, précisent bien qu'il s'agit là d'un événement imprévu et exceptionnel, dû à la combinaison inhabituelle d'une importante marée de 3,20m à 3,40m, et une puissante houle dont l'intensité a été supérieure aux prévisions initiales de 3m à 3,90m pour une période de 14.3 secondes.

Cette forte houle d'intensité exceptionnelle qui serait générée par une perturbation située sur l'Atlantique Nord, a concerné tout le littoral guyanais durant cette nuit.

Cette tempête qui s'est traduite par une hauteur de vagues allant jusqu'à 5 mètres, avait été dans un premier temps sous-estimée dans son ampleur et ses conséquences par les services de Météo France qui n'ont fait passer via les services de la Préfecture, une alerte orange en rouge qu'aux environs de 18h ce même jour.

Ce qui n'a pas permis de prendre en temps voulu, les mesures préventives qui s'imposaient pour l'information des services publics et des riverains voire pour la mise en place de dispositifs de protection.

L'énergie de cette houle, conjuguée à des coefficients de marées supérieurs à plus de 4 mètres, s'est traduit par un déferlement de vagues en puissants rouleaux et qui ont eu un impact impressionnant sur l'érosion du littoral dans certains secteurs plus exposés.

Bien que les dommages matériels restent importants pour certains riverains très choqués par ces événements, Monsieur le Maire confirme qu'il n'est pas à déplorer heureusement à ce jour, de pertes en vie humaine.

Il convient aussi de se féliciter qu'en l'absence de dispositif informel, la conscience collective ait permis jusqu'alors d'éviter que certains usagers téméraires puissent choisir de braver les éléments malgré tout ces dangers et d'aggraver un bilan matériel déjà important, même s'il est à regretter que malgré la signalisation certains prennent encore des risques, pour observer par curiosité un spectacle qui n'en ait pas un.

Il voudrait remercier la mobilisation spontanée tant publique que privée qui s'est manifestée pour soutenir dans ces moments difficiles ces sinistrés à qui il a assuré du soutien de la Commune dans le respect de ses obligations régaliennes tant pour l'hébergement de tous ceux qui le devaient selon le principe de précaution, que pour leur accompagnement dans cette procédure qui vous est présentée aujourd'hui. Cela n'exclut pas toutes les initiatives qui seront à prendre par les institutionnels pour se mobiliser dans la perspective de mieux prévenir ces difficultés et d'apporter une réelle action à cette érosion marine.

Monsieur le Maire porte à l'attention des conseillers municipaux que cette activité marine a fortement accentué l'érosion du littoral qui, malgré les dispositifs de protection aménagés à grands frais par les propriétaires, a endommagé dangereusement plusieurs

habitations et propriétés, causant ainsi des dégâts matériels sur certaines, et une submersion par les eaux pour d'autres.

Force est de constater que ce littoral de la commune de Rémire-Montjoly serait plus gravement sinistré durant cette tempête et que les dégâts auraient été tout autre si les riverains n'avaient pas réalisé, à leurs frais ces dispositifs de protections.

Monsieur le Maire fait savoir aux membres de l'assemblée qu'il a eu à se rendre régulièrement sur place avec certains élus et collaborateurs, pour s'inquiéter auprès des riverains de l'évolution de la situation en restant à leur contact pour les soutenir dans le respect des obligations communales.

Devant une telle situation considérée comme catastrophique en raison de l'importance des dégâts subis par les riverains, et l'avancée du trait de côte, je vous propose de délibérer pour demander à l'autorité préfectorale dont c'est la compétence de saisir la Commission Interministérielle instituée par la circulaire n°84-90 du 27 mars 1984, en vue de reconnaître le caractère de catastrophe naturelle des événements constatés le 14 Janvier 2013 sur les plages de Rorota/Gosselin desservies par la route des plages (RD1) ainsi que celles de l'Anse de Montjoly entre la pointe Montravel et le camp Saint Dominique.

Il précise qu'un des facteurs qui a toujours fait obstacle à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour l'autorité compétente, résulte de la consultation officielle dans ce cadre, des services de la météorologie sur l'activité de l'agent naturel, qui a jusqu'alors toujours été déclarée dans une activité normale, malgré tous les désordres causés, et la conjoncture exceptionnelle des facteurs générateurs.

Il y a de son point de vue aucune raison pour que cet événement ne soit pas pris en compte, d'autant que les services de Météo France ont en reconnu par voie de presse l'intensité exceptionnelle et imprévisible de l'activité marine résultant de la houle conjuguée aux fortes marées qui a pu provoquer autant de désordres malgré les ouvrages de protection existants dont certains ont été emportés.

S'agissant de la procédure proprement dite, la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle est sollicitée par les communes en fonction de la classification prévue dans le formulaire de demande communale dont une copie vous est annexée en pièce jointe, qui prévoit dans son alinéa 5 : **les Phénomènes liés à l'action de la Mer**

Ainsi toutes les personnes physiques ou morales, autres que l'État, pourront bénéficier de la garantie catastrophe naturelle pour tous les dégâts causés à des biens assurables tels que :

- Les habitations et leur contenu ;
- Les installations industrielles et commerciales et leur contenu ;
- Les véhicules ;
- Les clôtures, murs de soutènement ou fondations s'ils sont couverts par le contrat d'assurance ;
- Les forêts lorsqu'elles sont assurées par un contrat "dommages aux biens" ;
- Les frais de déblai, de démolition, de pompage et de nettoyage.

La procédure afférente à cette demande, se décline en 5 étapes ci-après :

Étape n° 1

Dès qu'un événement naturel parmi ceux cités dans le formulaire de demande communale de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle se produit et provoque des dégâts importants sur les biens, le Maire peut informer immédiatement ses administrés, par voie de presse ou d'affichage, de la possibilité de demander en mairie, la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Il précise également aux sinistrés qu'ils sont tenus de déclarer les dommages subis à leur assureur (comme lors d'un sinistre classique).

Si l'évènement est de grande ampleur, le Préfet peut également communiquer sur ces aspects en direction de la population mais aussi de l'ensemble des mairies du département, soit par le biais d'un communiqué de presse, soit par circulaire préfectorale.

Étape n° 2

Les sinistrés doivent signaler en mairie qu'ils ont subi des dommages liés à un événement, afin que soit déclenchée la procédure de constatation de l'état de catastrophe naturelle.

Le Maire recense ensuite l'ensemble des dégâts dans sa commune, établit un rapport descriptif de l'événement, situe les lieux touchés sur une carte de la commune, complète le formulaire de demande communale de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle qu'il adresse à la Préfecture.

Étape n° 3

Lorsque la Préfecture reçoit le dossier du Maire, il demande et collecte sans délai l'ensemble des rapports nécessaires à l'analyse du dossier, par exemple pour des inondations, ceux de Météo France et du Service de Prévision des Crues.

Elle fait ensuite parvenir au Ministère de l'Intérieur, Direction de la Sécurité Civile (DSC), un dossier par commune comprenant uniquement le formulaire de demande communale et les rapports des services techniques.

Étape n° 4

Les dossiers adressés par le Préfet au Ministère de l'Intérieur, sont soumis à l'examen d'une commission interministérielle. Celle-ci se réunit mensuellement et exceptionnellement en tant que de besoin.

Trois possibilités sont à envisager :

- *La commission ajourne le dossier communal dans l'attente d'informations complémentaires lui permettant de statuer définitivement ;*
- *La commission émet un avis favorable, l'état de catastrophe naturelle est reconnu pour la commune par un arrêté interministériel qui paraît au Journal Officiel ;*
- *La commission émet un avis défavorable, l'intensité anormale de l'agent naturel n'a pas été démontrée, le dossier est clos, sauf à ce que de nouveaux éléments probants permettent son réexamen. Un arrêté interministériel paraît au Journal Officiel ;*

Étape n° 5

Dans les deux dernier cas, dès parution au Journal Officiel de l'arrêté interministériel, la Préfecture notifie la décision, assortie d'une motivation, aux Maires qui informent ensuite leurs administrés. Un communiqué dans la presse locale peut être également diffusé à la demande du Préfet.

Les assurés disposent ensuite d'un délai de 10 jours au maximum, après la publication de l'arrêté interministériel au journal officiel, pour faire parvenir à leur compagnie d'assurance un état estimatif des dégâts ou de leurs pertes.

Sauf cas de force majeure, les assureurs ont l'obligation d'indemniser les personnes sinistrées dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle leur a été remis l'état estimatif des dommages et pertes subis, ou bien, si elle est plus tardive, à compter de la date de publication de l'arrêté interministériel.

Monsieur le Maire soumet à l'appréciation des conseillers municipaux les documents afférents à cette situation, en les invitant à vouloir bien se prononcer sur cette affaire.

Madame Joséphine EGALGI sollicitant la parole et l'obtenant souhaite avoir des précisions sur l'étape n° 5.

Le **Directeur des Services Techniques**, lui précise la chronologie de cette étape.

Monsieur Alex HO-BING-HUANG sollicitant la parole et l'obtenant, fait remarquer qu'il existe d'autres solutions d'enrochement pour régler ce problème d'érosion définitivement.

Monsieur le Maire tient à préciser à l'assemblée que cela fait plus de 10 ans, que les services municipaux effectuent des échanges avec les services de l'État, afin de trouver des solutions pour préserver le littoral.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le dispositif législatif relatif à cette procédure, et notamment la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 version consolidée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophe naturelle,

VU la circulaire n° NOR/INT/E/98/00111C du 19 Mai 1998 1992, relative à la constitution des dossiers concernant les demandes de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle,

VU le Code des Assurances,

VU le dossier annexé au présent rapport,

VU les différents bulletins de suivi de vigilance météorologique du 14 Janvier 2013 pour prescrire successivement, une alerte couleur, orange puis rouge aux environs de 18h ce même jour compte tenu de l'activité marine exceptionnelle résultant de la puissante houle générée par une perturbation située sur l'Atlantique Nord, combinée à une forte marée, qui a durement agressée le littoral guyanais et plus particulièrement celui de Rémire- Montjoly,

VU la procédure de demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle dans ces différentes étapes,

CONSIDÉRANT que les informations données par les services de Météo France, revues à la hausse devant l'ampleur des données mesurables par les houlographes des cotes guyanaises, précisent bien qu'il s'agit là d'un événement imprévisible et exceptionnel dans son amplitude, dû à la combinaison inhabituelle d'une importante marée de 3,20m à 3,40m, et une puissante houle dont l'intensité a été supérieure aux prévisions initiales de 3m à 3,90m pour une période de 14.3 secondes.

CONSTATANT les graves désordres qui s'ensuivirent pour les propriétés riveraines du littoral d'une part de l'anse de Montjoly entre la pointe Montravel et le camp Saint Dominique, et d'autre part de l'Anse du Rorota Gosselin conséquence de la houle énergétique exceptionnelle combinée aux fortes marées qui a fortement accentué l'érosion marine, et ce malgré les dispositifs de protection importants qui ont été aménagés à grands frais par les propriétaires,

OBSERVANT que les moyens de défense mis en place par les riverains contre les attaques de la mer ne se sont pas tous avérés efficaces et que la houle exceptionnelle a malgré tout, menacé dangereusement plusieurs habitations, causé des dégâts matériels sur certaines, et envahi par submersion d'autres,

APPRECIANT dans les conditions précitées, l'intensité anormale de l'érosion due à l'action particulièrement agressive de la mer ce 14 Janvier 2013, malgré les travaux entrepris par les riverains,

RECONNAISSANT qu'il y a lieu de venir en aide aux riverains sinistrés en leur apportant un soutien efficient afin de leur permettre d'obtenir une couverture au titre de leur contrat d'assurance « dommage »,

EVALUANT les préjudices fonciers, matériels et immobiliers subis par les riverains,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OÙ les explications de Monsieur le Maire,

APRES en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1 :

DE PRENDRE acte des graves désordres qui résultent de cette activité marine exceptionnelle et de ses conséquences préjudiciables pour les propriétés riveraines du littoral, d'une part de l'anse de Montjoly entre la pointe Montravel et le camp Saint Dominique, et d'autre part de l'Anse du Rorota Gosselin suite à la houle énergétique exceptionnelle combinée aux fortes marées du 14 Janvier 2013 qui a fortement accentué l'érosion marine, et ce malgré les dispositifs de protection importants qui ont été aménagés à grands frais par les propriétaires.

Article 2 :

DE RELEVER que les moyens de défense mis en place par les riverains contre l'agression marine ne se sont pas tous avérés efficaces et que la houle exceptionnelle a malgré tout, menacé dangereusement plusieurs habitations, causé des dégâts matériels importants sur certaines, et envahi par submersion d'autres.

Article 3 :

De faire référence aux informations données par les services de Météo France, et de la Préfecture, revues à la hausse le 14 Janvier 2013 aux environs de 18 h, devant l'ampleur des données mesurables par les houlographes des cotes guyanaises, qui précisent bien qu'il s'agissait là d'un événement imprévisible et exceptionnel dans son amplitude, dû à la combinaison inhabituelle d'une importante marée de 3,20m à 3,40m, et une puissante houle dont l'intensité a été supérieure aux prévisions initiales de 3m à 3,90m pour une période de 14.3 secondes.

Article 4 :

DE SOLLICITER dans le respect du cadre procédurier afférent, l'intervention du représentant de l'État pour la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle suite à l'activité marine exceptionnelle qui a sévit sur le littoral de la Commune de Rémire-Montjoly le 14 Janvier 2013, en provoquant d'importants dégâts d'une part sur les plages de l'anse de Montjoly entre la pointe Montravel et le camp Saint Dominique, et d'autre part sur celles de l'Anse du Rorota Gosselin, et cela malgré les imposants ouvrages de protection par enrochements aménagés par les riverains à leurs frais.

Article 5 :

DE S'INSCRIRE dans les différentes étapes de cette procédure de demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle en accompagnant chaque fois que nécessaire, les sinistrés comme il se doit en pareilles circonstances.

Article 6 :

DE TEMOIGNER aux riverains des plages ainsi sinistrés le soutien de la Collectivité, tout en prenant des initiatives pour qu'à l'avenir le dispositif informel de prévention soit plus efficient, et qu'une stratégie opérationnelle de protection du littoral soit arrêtée.

Article 7 :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à user des moyens légaux à disposition pour venir en aide aux sinistrés dans leurs démarches auprès des autorités compétentes à ce titre.

Article 8 :

D'INVITER Monsieur le Maire à entreprendre toutes les étapes de procédure pour constituer comme il se doit, le dossier de demande de reconnaissance de catastrophe naturelle, d'engager toutes les démarches pour permettre la conclusion de cette décision en ces termes, et à signer tous les documents administratifs et comptables à intervenir dans le règlement de cette affaire.

Article 9 :

DE DIRE que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre mois par les tiers dans les conditions prescrites par l'Article R.421-1 du Code de Justice Administrative à compter de son affichage en Mairie.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'Article R.421-2 du Code de Justice Administrative.

VOTE : Pour = 27

Contre = 00

Abstention = 00

8°/ Demande de cession gratuite d'une partie du terrain cadastré AR 220 appartenant à l'État

Arrivant au huitième et dernier point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire invite les membres de l'assemblée à relever la localisation de la parcelle cadastrée AR 220 à l'aide du plan joint au rapport.

Il précise qu'il est à noter que ce fonds, appartenant à l'État et traversé par le Canal Beauregard, est compris entre la Matourienne (RD24) et la Route d'Attila-Cabassou (RD2).

Il souligne que ce terrain est fortement grevé par les dispositifs réglementaires inhérents au Plan de Prévention des Risques d'Inondation de l'Ile de Cayenne. Néanmoins, quelques secteurs qui bordent la Matourienne sont notamment constructibles ou aménageables pour « *certaines équipements ou installations d'intérêt général ouvertes au public, ainsi que les constructions qui y sont liées* » en application du Plan précité et du règlement afférent à la zone IND du document d'urbanisme communal actuel.

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée, les intentions affichées par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) récemment débattu dans le cadre du processus d'élaboration de notre Plan Local d'Urbanisme (PLU). Il s'agira entre autres de confirmer la faisabilité d'opérations d'intérêt général, telles que celles qui seront décrites ci-après, ainsi que d'initiatives à vocation économique.

La Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL) projette sur une partie de ce foncier la mise en place d'une lagune de traitement des eaux usées (dite Pôle Lacroix) dans le cadre, d'une part, du passage en assainissement collectif d'une partie du territoire communal et, d'autre part, de la réalisation du projet d'écoquartier sur le site de Vidal-Mondélice.

Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux que la CACL envisage également d'implanter sur cette même parcelle, un peu plus à l'ouest, un centre de tri des déchets recyclables.

Bien entendu, dit-il, la collectivité ne peut que soutenir, sur le principe, de tels projets qui contribuent à l'amélioration de notre environnement et à l'affirmation d'une politique de développement durable.

Toutefois et compte tenu de leurs localisations en entrée de ville et à proximité de l'écoquartier, il y a lieu d'être notamment vigilant sur l'insertion paysagère et urbaine de ces programmes ainsi que sur leurs conditions de desserte. La situation stratégique de ce foncier nécessite donc des garanties quant à sa destination future.

Par courriers adressés à Monsieur le Président de la CACL et à Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques, Monsieur le Maire rappelle le soutien communal apporté à de tels projets tout en souhaitant que la maîtrise foncière afférente revienne, jusqu'à ce que les programmes afférents soient menés à bien, à la Commune de Rémire-Montjoly au regard des enjeux précédemment évoqués.

Une telle démarche s'inscrit en cohérence avec la politique foncière communale affirmée par délibération du 10 novembre 2010. Il informe les conseillers municipaux que la position de la collectivité, qui n'a eu de cesse de solliciter un transfert à son profit du foncier de l'État, a été renforcée dans sa légitimité par de récentes décisions de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux intervenues dans le cadre de litiges opposant des privés à la Direction Régionale des Finances Publiques de la Guyane et à la Commune de Rémire-Montjoly.

Monsieur le Maire propose que le conseil municipal sollicite formellement, auprès des services ad hoc de l'État, une cession gratuite au profit de notre Collectivité de la partie de la parcelle cadastrée AR 220 concernée par les projets de la CACL, conformément aux dispositifs législatifs qui l'autorise au titre du droit de priorité communal.

La mise à disposition du foncier au profit de la CACL pour ses projets sera effectuée sans délais, dès lors que ses programmes auront été validés par la Commune. Une cession au profit de la Communauté d'Agglomération, à titre gracieux, sera enfin opérée lorsque les aménagements validés auront été menés à leurs termes.

Cette stratégie vise à assurer une maîtrise de long terme de ce secteur communal bordé par la Matourienne où les intentions se multiplient. Monsieur le Maire rappelle à cet égard et outre le projet d'écoquartier, les installations prévues par le SDIS ainsi que les actuelles structures du centre pénitencier.

Au-delà de cette lisibilité qui serait assurée par une maîtrise communale, il s'agirait là de constituer une réserve foncière, certes à la constructibilité très limitée, pouvant permettre l'émergence d'autres projets qui seraient compatibles avec les exigences qu'imposent une entrée de ville. S'agissant des parties soumises aux risques naturels ou identifiés pour leurs caractéristiques environnementales particulières, outre les espaces compris dans le Domaine Public Lacustre, l'enjeu sera d'en assurer la préservation.

Cette position a été affirmée, à plusieurs reprises, à la Communauté d'Agglomération. Son Président en a accepté le principe lors d'une rencontre intervenue ce mardi 15 janvier 2013. Compte tenu de la politique de maîtrise foncière affichée par notre Collectivité et afin de ne pas retarder davantage ce projet de la CACL, notamment contraint dans son calendrier par divers financements.

Monsieur le Maire soumet à l'appréciation des membres de l'assemblée délibérante ce dossier et les invite à bien vouloir délibérer.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son Article L.5142-1 ;

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Plan de Prévention des Risques d'Inondation de l'Ile de Cayenne approuvé par arrêté préfectoral n° 1174/SIRACEDPC du 25 juillet 2001 ;

VU le Plan d'Occupation des Sols en vigueur sur le territoire communal de Rémire-Montjoly depuis sa dernière modification ;

VU les délibérations du 14 août 2002, du 27 janvier 2003, du 04 novembre 2009 et du 23 juin 2010 relatives à la procédure de révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme ;

VU la délibération du 10 novembre 2010 inhérente à la politique foncière communale ;

VU les jugements récemment rendus par la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux dans le cadre de litiges opposant des privés à la Direction Régionale des Finances Publiques de la Guyane et à la Commune de Rémire-Montjoly ;

VU les projets de lagune de traitement des eaux usées et de centre de tri des déchets recyclables initiés par la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL) sur la parcelle cadastrée AR 220 ;

VU le projet d'écoquartier, mené en partenariat avec l'EPAG, dans le secteur de Vidal-Mondélice, aux abords de la Matourienne ;

VU la position exprimée par la Commune de Rémire-Montjoly dans le cadre des demandes formulées par la CACL auprès de la Commission d'Attribution Foncière ainsi que les différentes correspondances intervenues dans ce cadre ;

VU les différents courriers par lesquels la Commune de Rémire-Montjoly a émis, sur le principe, un avis favorable aux projets portés par l'agglomération tout en souhaitant assurer, au travers des dispositifs qui l'y autorise, une maîtrise pérenne de l'affectation du parcellaire concerné ;

VU la rencontre intervenue le 15 janvier 2013 entre Monsieur le Maire de Rémire-Montjoly et Monsieur le Président de la CACL ;

RELEVANT les projets concernant une partie de la parcelle cadastrée AR 220, dont ceux de la CACL, et portés à la connaissance de la Commune de Rémire-Montjoly ainsi que, d'une manière générale, la multiplicité des intentions le long de la Matourienne ;

OBSERVANT les caractéristiques du foncier sollicité, d'une contenance de 15 hectares environ, notamment au titre du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de l'Ile de Cayenne et du Plan d'Occupation des Sols ;

CONSTATANT la localisation stratégique de la parcelle cadastrée AR 220, en entrée de ville ;

FONDANT la sollicitation de la Commune de Rémire-Montjoly par la nécessité d'organiser et de maîtriser ce secteur situé en entrée de ville tout en préservant les sites naturels bordant le Canal Beauregard, en conformité avec sa stratégie de politique foncière ;

APPRECIANT les dispositifs, tels que la convention d'occupation, qui permettent de conserver une maîtrise du foncier concerné sans entraver la faisabilité des opérations d'intérêt général poursuivies par la CACL ;

CONSIDERANT l'accord de principe intervenu le 16 janvier 2013 entre Monsieur le Maire de Rémire-Montjoly et Monsieur le Président de la CACL pour la mise à disposition, au profit de la CACL, d'un foncier qui serait maîtrisé par la Commune jusqu'à son aménagement conforme à la destination consensuelle arrêtée par les deux exécutifs concernés ;

JUSTIFIANT les modalités de cession gratuite sollicitées par la Commune de Rémire-Montjoly conformément aux dispositifs législatifs et réglementaires prévus par le législateur au bénéfice des collectivités de Guyane ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

OUI l'exposé du Maire et sur sa proposition ;

APRES en avoir délibéré ;

DECIDE :

Article 1 :

DE SOLLICITER de l'État, conformément aux dispositifs législatifs et réglementaires en vigueur, une cession gratuite d'un détachement de 15 hectares qui serait opéré selon le plan ci-joint, sur la parcelle cadastrée AR 220 et en excluant les espaces compris dans le Domaine Public Lacustre, en vue d'assurer une maîtrise du devenir de l'entrée de ville ainsi que la préservation des zones naturelles bordant le Canal Beauregard ;

Article 2 :

D'EMETTRE un avis favorable, sur le principe, aux projets de lagune de traitement des eaux usées et de centre de tri des déchets recyclables initiés par la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL) tout en veillant à leurs bonnes insertions paysagères, fonctionnelles et urbaines.

Article 3 :

DE CONFIRMER à ce titre le soutien apporté aux projets communautaires, particulièrement en matière de gestion des déchets, dans des perspectives de développement durable.

Article 4 :

D'APPROUVER, à la conclusion du transfert sollicité auprès de l'État, une mise à disposition immédiate, au profit de la CACL, du foncier nécessaire aux projets de lagune de traitement des eaux usées et de centre de tri des déchets recyclables. Cette mise à disposition interviendrait par convention non onéreuse ou selon toute autre modalité permettant d'assurer la lisibilité nécessaire.

Article 5 :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire s'agissant notamment d'actes administratifs ou notariés, de démarches de bornage ou de la signature d'une convention d'occupation non onéreuse ou de tout autre dispositif équivalent de mise à disposition, au profit de la CACL, du terrain d'assiette concerné par les projets précités.

Article 6 :

DE PERMETTRE à Monsieur le Maire d'engager toutes démarches, administratives ou comptables, nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Article 7 :

D'INDIQUER que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois dans les conditions prescrites par l'Article R.421-1 du Code de Justice Administrative à compter de son affichage en Mairie.

Dans le même délai de deux mois, l'intéressé peut présenter un recours gracieux ; le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'Article R.421-2 du Code de Justice Administrative.

VOTE : Pour = 23 Contre = 01 Abstention = 03

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, Monsieur le Président, déclare ensuite la séance close et la lève à 21 h 00 mn.

Fait et clos les jour, mois et an susdits

La secrétaire de séance

Le Maire,

Jocelyne PRUDENT

Jean GANTY